ISSN 1662 – 4599

13 décembre 2010
10e année
N° 48

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le règne de l'économisme n'est pas notre destin

par Francis Gut, Jutta Lücking et Vera Ziroff Gut

Les crises sont des tournants qui stimulent le développement et la réalisation de nouvelles idées. Dans son excellent ouvrage intitulé «Zivilisierte Marktwirtschaft»,[1] Peter Ulrich évoque les questions fondamentales de l'activité et de l'éthique économiques. Il analyse la dynamique néo-libérale débridée et lui oppose une activité économique responsable, appropriée à tous les hommes et légitime. Afin qu'une réorientation aussi radicale réussisse, «une prise de conscience de l'humanité qui fasse date» s'impose.

Le chaos règne dans les économies d'Europe et d'Amérique. Depuis la crise financière de 2008, de nombreux Etats sont particulièrement endettés. Or, pendant que les peuples doivent assumer les charges de la crise, les banques qui l'ont déclenchée retournent à leurs affaires courantes. Bien que le peuple des Etats-Unis ait désapprouvé la politique économique du gouvernement lors des dernières élections au Congrès, l'institut d'émission a augmenté considérablement la masse monétaire peu après, mesure contestée même au sein de la *FED* en raison de ses effets négatifs potentiels sur la stabilité des prix. Seules les banques semblent en profiter. Les instruments disciplinaires exigés encore à pleine voix en 2008 se révèlent peu efficaces face au lobby bancaire. Dans la zone euro, les grandes banques peuvent même forcer le gouvernement irlandais à recueillir des crédits qu'il ne souhaite pas. Comme les crédits sont liés à de strictes mesures d'économie, des tensions se manifestent entre gouvernement et population. L'Irlande est menacée d'une crise politique; au Portugal, une grève générale paralyse une grande partie du pays; au Royaume-Uni, la centrale des conservateurs est mise à sac; en Grèce, la population proteste depuis des mois contre des mesures d'économie rigoureuses.

Economie de marché civilisée

«Pour réussir à intégrer la dynamique économique mondiale débridée dans un système supranational approprié et légitime de citoyens (économiques) du monde se respectant mutuellement, une prise de conscience de l'humanité qui fasse date s'impose sans conteste en ce début du XXIe siècle», écrit *Peter Ulrich* dans son ouvrage intitulé «Zivilisierte Marktwirtschaft» (Economie de marché civilisée). Et de poursuivre: «Il s'agit cependant d'un défi inévitable, si nous ne voulons pas renoncer au projet de modernité culturelle et sociale qui doit émanciper l'homme de ses dépendances et contraintes de toutes sortes, même des contraintes mentales idéologiques.»[2]

C'est à juste titre qu'il exige avec tant de véhémence la réapparition du siècle des lumières dans la pensée et l'action économiques. Son livre stimule la réflexion et fournit les instruments permettant d'aborder les problèmes avec plus de précision et de les traiter. Nous en appelons ici expressément à l'échange public d'arguments, à l'«utilisation publique de la raison». En effet: Les prestations par lesquelles le siècle des lumières s'est distingué déjà en Europe, il y a 200 ans, en philosophie morale et en philosophie politique font encore complètement défaut sur le plan économique, en ce qui concerne les relations économie – société. Alors que nous avons développé les libertés individuelles et les droits de l'homme sur le plan politique et bâti une société démocratique libérale correspondant à ces droits, il n'existe rien de comparable en économie. Depuis 200 ans, nous avons abandonné la plupart du temps la théorie et la pratique économiques au libéralisme économique, qui a fait quasiment de notre société une société de marché aux conséquences catastrophiques, telle la crise économique et financière de 2008. Une maximisation sans scrupules des profits et des émoluments démesurés des managers font face à des situations professionnelles sans issue (jobs à un euro – entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée) et à une existence des perdants indigne. Il en résulte un endettement considérable de l'Etat et une dégradation catastrophique de l'environnement. Comme nous avons trop soumis notre vie et la communauté politique aux prétendues contraintes objectives du marché, le rapport entre l'économie et la société passe par une crise grave. «Une réorientation complète est donc nécessaire sur le plan de l'éthique économique», souligne Peter Ulrich qui élabore le projet d'une économie de marché réellement civilisée, c'est-à-dire intégrée dans une société de citoyens moderne. Par société de citoyens, on entend ici une communauté de citoyens libres et égaux, dans laquelle le respect mutuel des droits d'autrui doit être la condition de l'action politique et économique. Dans la première partie de cet «enseignement prodigué au citoyen économique» – Ulrich se réfère au siècle des lumières – il explique tout d'abord les idées directrices de l'économie moderne à partir des notions de raison, de progrès et de liberté pour passer en revue trois «lieux» de responsabilité de l'éthique économique, à savoir le citoyen pris isolément, l'entreprise et l'ensemble du système politico-économique du marché national et mondial.

Démystification de l'idéologie du libre marché

Avant de développer un concept nouveau et réellement moderne de l'économie de marché et de la bonne direction d'entreprise, Ulrich considère comme urgent, pour passer par une étape sautée du siècle des lumières, de procéder au «désenchantement» (*Max Weber*) de l'idéologie du libre marché. En effet, nous semblons, nous, citoyens, être enracinés, sur le plan de l'histoire des sciences humaines, dans une crédulité envers le marché quasiment religieuse; nous ne cherchons donc pas réellement à sortir de la tutelle que nous nous sommes imposée en économie, mais tolérons, dans de nombreux pays, une politique néo-libérale de déréglementation du marché et d'intensification de la concurrence, bien que cette politique ne nous libère pas des contraintes économiques objectives, mais, bien au contraire, nous y assujettisse totalement si possible. «L'économisme est bien la grande idéologie actuelle», écrit Peter Ulrich à ce sujet. «Antérieurement, pas une seule forme d'argumentation idéologique n'a exercé d'influence comparable dans le monde. La critique de l'économisme ou la critique de la ratio économique exempte de toute limitation consiste, dans la perspective des sciences humaines, à rattraper un peu ce que le siècle des lumières a réalisé.»

Pour l'économisme, l'économie raisonnable consiste avant tout en davantage de marché, plus de concurrence, une augmentation de la productivité et une croissance économique. Or la recherche de nouveaux marchés et de lieux de production aux coûts favorables – recherche qui, dans le pays d'origine, répand souvent le chômage et la pauvreté, ce qui ne passe pas inaperçu – cette recherche nécessite une justification. Deux types d'arguments, que Peter Ulrich appelle à juste titre la nécessité (apparemment) objective (das Sachzwangdenken) et la fiction du bien commun (Gemeinwohlfiktion) remplissent cette fonction. «Cela s'exprime à peu près ainsi: La forte concurrence mondiale nous oblige … (par exemple à licencier tant de milliers de personnes – thèse de la nécessité objective), mais c'est finalement dans l'intérêt de tous (fiction du bien commun et métaphysique du marché)».[3] S'il est évident que la nécessité objective concerne tous les participants au marché, elle n'est pas, la plupart du temps, la cause de l'action des entreprises (licenciements par exemple), poussées bien davantage par la perspective de revenus et, partant, de bénéfices accrus. Sur le marché, aucune contrainte objective n'oblige cependant à maximiser son profit. Comme tiré du manuel, le cas *Roche* est un exemple dans lequel ces instruments d'analyse de Peter Ulrich peuvent s'appliquer.

«Operational excellence» de Roche contre économie de marché civilisée

Le 17 novembre, le groupe pharmaceutique *Roche* a communiqué qu'il allait supprimer 4800 emplois dans le monde entier, soit 6% de l'ensemble de ses effectifs. En Suisse, les restructurations touchent 770 emplois, dont 530 sont supprimés, le site de Burgdorf, qui fonctionne bien, étant fermé. Ce programme de changements et de réductions, appelé «Operational Excellence», doit permettre d'économiser 2,4 milliards de francs par année à partir de 2012. Cette mesure est-elle nécessaire et justifiable sur le plan éthique?

Le compte de résultats n'impose pas de mesure aussi douloureuse. Le bénéfice net au premier semestre de 2010 se chiffre à 5,5 milliards de francs, la marge d'exploitation s'inscrit à 32,8% au premier semestre de 2008, à 33,2% au premier semestre de 2009 et à 35,5% au premier semestre de 2010, ce qui reflète une stabilité à très haut niveau.

Le même jour, au «Tagesgespräch» de «Radio DRS», *Severin Schwan*, CEO du groupe Roche, se justifie: «Dans le monde entier, nous devons faire face à un contexte beaucoup plus difficile que par le passé, nous assistons à de fortes pressions sur les prix aux Etats-Unis et en Europe avant tout, nous avons subi récemment des revers dans notre pipeline de produits. […] La situation est telle», ajoute-t-il quelques instants plus tard, «que nous agissons à partir d'une position de force, de très grande force. Nous avons un des pipelines de produits les plus prometteurs de la branche, et nous continuerons à y investir. […] En raison des changements de contexte, je considère comme très important de prendre maintenant des mesures proactives à partir d'une position de force. C'est la seule manière de garantir le succès de Roche à long terme, et cela nous permet d'investir dans l'innovation. Nous ne resterons un employeur intéressant que de cette façon.»[4] Le communiqué de presse souligne que: «ces mesures sont nécessaires pour garantir durablement le succès de Roche.»

Et politiciens et journalistes d'approuver d'un joli mouvement du menton,[5] bien que la contradiction entre l'augmentation considérable du bénéfice et les nombreux licenciements de personnel ne soit pas résolue. La rationalité économique – appelée efficience – est le seul argument qui compte. Mais cet argument résiste-t-il à un examen critique? La rationalité économique est-elle le seul argument convaincant dans ce contexte ou une «planche économiciste nous bouche-t-elle la vue» lorsqu'il s'agit de questions économiques?

La prise de position du CEO Schwan et le communiqué de presse du groupe concernant les restructurations et licenciements de 4800 personnes reflètent, de manière exemplaire, l'idéologie dominante de l'économisme. Le groupe justifie ses restructurations par un argument impliquant la contrainte objective, à savoir le contexte mondial modifié et les pressions croissantes sur les prix («exigences croissantes concernant l'homologation et le pricing des nouveaux médicaments»), qui ont pour conséquence que «la structure des coûts doit être adaptée» (par des licenciements). Répétons-le: Les chiffres disponibles concernant le développement des affaires ne justifient pas cette solution. Si les politiciens exigent avec véhémence que des pressions soient exercées sur les prix des médicaments, il n'en ressort pas forcément que ces pressions soient efficaces, comme ne le savent que trop les membres

Suite page 2

Peter Ulrich, Zivilisierte Marktwirtschaft. Eine wirtschaftsethische Orientierung, Berne 2010, ISBN 978-3-258-07604-1

Sommaire

Un accord de libre-échange avec l'UE n'est pas judicieux
page 2

La «Ceinture verte européenne», mainmise centraliste sur les peuples
page 3

Plaidoyer en faveur d'une «communauté économique harmonieuse de Lisbonne à Vladivostok»
page 4

Un accord de libre-échange avec l'UE n'est pas judicieux du point de vue de l'économie nationale

*Walter Willener, président ASSAF-Suisse**

Walter Willener (photo thk)

La conclusion d'un *Accord de libre-échange agroalimentaire* (AELA) avec l'UE engendrera une baisse importante des prix payés aux producteurs, alors que les facteurs de coûts, tels que la main d'œuvre, l'énergie et les carburants ne diminueront pas. Une évolution structurelle très importante sera engendrée et elle entraînera la disparition de 20000 à 30000 places de travail liées à l'agriculture. D'autre part, avec les importations massives de produits agricoles transformés, les entreprises de mise en valeur devront diminuer leur production et leur personnel. Ceci n'est pas acceptable.

«Notre alimentation quotidienne est précieuse et trop sensible pour des expérimentations du libre-échange.» (photo thk)

Des mesures d'accompagnement que l'on ne peut pas se payer

Les finances publiques sont mises à rude épreuve, notamment suite à la crise financière. Des programmes d'économie budgétaire se multiplient. Pour la réserve au bilan, décidée par les parlementaires fédéraux, quelque 3 milliards de francs provenant des recettes douanières devaient être récoltés d'ici 2016. Au vu des finances publiques, il sera cependant difficile d'affecter réellement ces montants pour les mesures d'accompagnement. Les dépenses liées à ces mesures seront soumises aux procédures habituelles du budget annuel. Même le Conseil fédéral a mentionné dans le message de la réserve au bilan que «la question du financement annuel des mesures d'accompagnement n'est pas automatiquement résolue». Cette question pourrait passer par de nouvelles économies ou par une augmentation de la TVA.

Les consommateurs et les agriculteurs sont les perdants

Depuis 1990, les prix à la production ont baissé de 25% alors que les prix à la consommation des denrées alimentaires ont eux augmenté de 15%. Cet écart croissant est dû à une récupération importante des marges par la grande distribution (duopole). En conséquence, la promesse de baisse des prix à la consommation miroitée par l'ALEA est fausse. En Suisse, les dépenses pour les denrées alimentaires des ménages représentent moins de 10% et le pouvoir d'achat est supérieur aux pays voisins. Par rapport au temps de travail, ce sont les Suisses qui travaillent le moins pour se nourrir. Placé dans ce contexte, il n'est pas approprié de vouloir exercer une pression supplémentaire sur les entreprises et employés du secteur agro-alimentaire.

Des exemples concrets

Depuis juillet 2010, le principe du *Cassis de Dijon* présente ses premiers fruits: du sirop de framboise avec 10% au lieu de 30% de fruits, de la limonade italienne à la taurine, du jambon autrichien recomposé. La qualité des produits va donc baisser, mais qu'en est-il des prix? Ici la conclusion est moins certaine. Il y a de fortes chances que la grande distribution invoque des motifs tels la densité des magasins ou l'étiquetage en plusieurs langues pour générer des marges encore supérieures.

Pour les producteurs laitiers, la situation actuelle des prix payés à la production est désastreuse. Les médias parlent avec raison de lait produit dans des conditions sociales pas acceptables. Ici le libre marché joue aussi un rôle puisque qu'en 2010 les importations de produits laitiers se sont accrues de 7,6% alors que les exportations n'ont fléchi que de 2,2%. Le bilan commercial s'est péjoré de 20% par rapport à 2009, ceci dans un marché déjà marqué par la surproduction indigène.

Les exemples du *Cassis de Dijon* et du secteur laitier suffisent pour démontrer qu'un accord de libre-échange agricole n'apportera des avantages ni aux consommateurs ni aux producteurs. Notre alimentation quotidienne est précieuse et trop sensible pour des expérimentations du libre-échange. •

* ASSAF: Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort

Les fruits pourris du «principe de Cassis de Dijon»

jpv. Actuellement, il y a de sérieuses frictions dans la politique que le *Département fédéral de l'Economie* (DFE) et son office de l'agriculture s'efforcent de mettre en œuvre, le climat politique a changé. Entre autre le principe de *Cassis de Dijon* est en cause. Depuis le 1er juillet 2010, des produits qui sont manufacturés et vendus dans les pays de l'UE et l'EEE en conformité avec la loi, peuvent aussi être écoulés en Suisse sans autre forme de contrôle. Ainsi, la Suisse applique unilatéralement le principe dit «de Cassis de Dijon» de l'UE. Des exceptions s'appliquent néanmoins pour des denrées alimentaires qui ne correspondent pas entièrement aux prescriptions techniques exigées en Suisse. Celles-ci doivent obtenir une autorisation de l'*Office fédérale de la santé publique* (OFSP).

Parmi la trentaine de demandes reçues depuis juillet 2010, ont été acceptés un jambon autrichien gorgé d'eau (bien au-delà des normes suisses), un fromage allemand contenant de l'amidon (interdit en Suisse) et un cidre danois contenant 85% d'eau (contre 30% maximum en Suisse).

Fruit-Union et *l'Union suisse des paysans* (USP) ont fait recours; la seconde demande à l'OFSP de suspendre toute autorisation en attendant la décision du *Tribunal administratif* fédéral.

Sources: Le Temps du 6/12/10 et www.swissfruit.ch

«Le règne de l'économisme …»
suite de la page 1

des caisses maladie européennes. En ce qui concerne les «exigences croissantes [relatives à] l'homologation de nouveaux médicaments», il faut rappeler que Roche a des problèmes ces derniers temps avec des «blockbusters», médicaments aux marges bénéficiaires élevées et au chiffre d'affaires prévu atteignant au moins 1 milliard de dollars. Si l'évolution du chiffre d'affaires du groupe en est affectée et que l'effectif du personnel de vente augmente alors excessivement, il ne s'agit ni d'un coup du destin que le ciel annulera, ni du résultat d'un comportement du personnel qui sera sanctionné par des licenciements, mais bien davantage de fautes du management, dont les propriétaires de Roche, les actionnaires, sont seuls responsables.

Le deuxième thème justifiant les licenciements présente la décision comme tendant à préserver le bien commun («garantir le succès à long terme des investissements en innovations, afin de rester un employeur intéressant pour nos collaborateurs»). Cette argumentation vise à dissimuler le fondement réel de la décision, soit l'intérêt des détenteurs du capital et leur maximisation du profit, en prétendant vouloir uniquement protéger le bien commun de l'exploitation et de son personnel.

Au citoyen économique de jouer

La décision du groupe Roche – et Roche n'est qu'un exemple actuel parmi de nombreux autres – déploie des effets étendus sur la société dans laquelle nous vivons. Nous sommes dans des sociétés à constitution démocratique organisées par leurs citoyens. La discussion publique de questions économiques et d'éthique économique, «l'usage public de la raison» y est donc une nécessité absolue. Car l'homme est non seulement un homo œconomicus, mais surtout un être culturel, pour lequel l'économie n'est pas un but en soi, mais un moyen permettant de vivre une vie de qualité. Nous, les citoyens d'une société démocratique libérale, pouvons décider quelle économie nous entendons ériger. Comment voulons-nous traiter ceux qui sont éliminés du processus de travail? Dans quelle mesure la justice et la solidarité feront-elles parties de la société dans laquelle nous voulons vivre? A quoi faut-il penser afin que notre société de marché en déperdition soit intégrée dans la société des citoyens? C'est à une opinion publique critique et dotée d'une conscience de citoyens économiques de jouer, pour réaliser une société économique ordonnée de citoyens libres et égaux. En transposant les aspirations du siècle des lumières au plan économique contemporain, l'économie cessera d'être le destructeur et deviendra le garant de la liberté personnelle. •

1 Peter Ulrich: *Zivilisierte Marktwirtschaft. Eine wirtschaftsethische Orientierung,* Berne 2010, p.169. ISBN 978-3-258-07604-1

2 ibid. p. 34

3 ibid. p. 35

4 Radio DRS, «Tagesgespräch» du 17/11/10, 13h *www.drs.ch/www/de/drs/sendungen/tagesgespräch/2782.sh10158793.html*

5 Chr. Brutschin, chef du Département de l'Economie du canton de Bâle Ville/PS manifeste de la compréhension à propos de la réduction d'emplois, mesure assurant le succès durable de l'entreprise. Voir www.videoportal.sf.tv./video?id=138c9f5e. Evelyn Kobler souligne dans «Echo der Zeit» du 17 novembre que Roche doit encore digérer la reprise de l'entreprise américaine Genentech et qu'elle n'effectuerait que maintenant les restructurations y relatives. (Genentech est déjà depuis 1990 dans les mains de Roche et Severin Schwan considère cette reprise comme un grand succès. Dans son numéro du 18 novembre et sous le titre de «Tirer les enseignements de la crise – Roche fait bien d'agir maintenant», la NZZ reprend sans broncher l'argumentation de Roche.

Courrier des lecteurs

Parcs naturels et démocratie directe

Depuis un certain temps je lis avec un grand intérêt vos articles, par exemple sur les parcs naturels régionaux, et je ne peux que vous encourager de continuer avec grande fermeté votre lutte en faveur du maintien de la démocratie directe jusqu'aux plus petites unités.

La mondialisation et la formation de grands espaces régionaux ne servent que les intérêts du capital et de la maximalisation des profits et sont directement liés à une réduction massive des droits populaires. La Suisse est la meilleure preuve que les citoyens dans leur totalité ne prennent pas de plus mauvaises décisions (souvent même des meilleures) que les politiques élus dans les parlements suite à toutes sortes d'intrigues et de manigances. La Suisse ne se présente actuellement pas plus mal que tous les autres Etats européens et sa démocratie directe doit être défendue becs et ongles.

Bernd Brandenburger, Bad Neuenahr-Ahrweiler (D)

L'UE et le chemin rural espagnol ...

La Commission européenne dirige, contrôle et punit

km. Si ce n'était pas aussi important, on en rirait. Après un litige de plusieurs années entre la *Commission européenne* et l'Espagne, ce pays a finalement, le 20 mai 2010, obtenu gain de cause devant la *Cour de justice de l'Union européenne* et a maintenant le droit d'asphalter un chemin rural pour le transformer en route, mais sous certaines obligations sévères.

Dans un communiqué de presse de la *Cour de justice* on peut lire que «la Commission estimait que la transformation du chemin rural en route, dans une région de grande importance pour la survie du lynx ibérique, provoquerait un morcellement de son espace vital, rendrait plus difficile sa répartition dans cet espace ainsi que les liaisons entre les différents petits groupes et augmenterait les risques pour les petits de se faire tuer lors de collisions avec des voitures».

En 1992, le *Conseil de l'Union européenne* avait édicté la directive «Habitats, faune, flore» portant création d'un *Réseau écologique européen* appelé *Natura 2000*. Depuis lors, la *Commission européenne*, qui fait tout pour aplanir les difficultés susceptibles d'entraver le capitalisme anglo-saxon, se présente comme la gardienne sévère d'un ensemble de règles en faveur de la flore et de la faune dans l'Union européenne. Dans le cas présent, les Espagnols voulurent, en 1999, transformer en route un chemin longeant un parc naturel. Les autorités espagnoles elles-mêmes avaient mis comme condition de l'octroi de l'autorisation la construction de passages pour les animaux, la mise en place de panneaux et l'installation d'une clôture. Cela n'a toutefois pas suffi à satisfaire la *Commission européenne*.

Ce cas espagnol n'est pas unique au sein de l'UE. Sur le site Internet de la *Commission européenne*, on trouve une série de mesures répressives qu'elle a engagées contre des pays membres parce qu'ils ont contrevenu à telle ou telle prescription bruxelloise concernant leurs parcs naturels ou d'autres réserves naturelles. Des communiqués de presse de la *Commission* intitulés «Infractions au droit européen de l'environnement: La Commission engage des actions en justice contre l'Italie» du 18 janvier 2005 ou «La Commission s'en prend à l'Espagne qui contrevient au droit européen de l'environnement» du 4 avril 2006 en sont des exemples qui montrent clairement à quel point se développe, au sein de l'UE, un centralisme pointilleux qui dirige, contrôle et punit.

La *Commission* a déposé auprès de la *Cour de justice* des plaintes contre l'Italie dans dix cas, non seulement pour traitement «inadéquat» des animaux dans un zoo italien mais aussi pour infraction à la directive «Habitats, faune, flore» de 1992. L'Espagne a été dénoncée parce que les autorités avaient autorisé la construction dans un parc naturel d'un hôtel de plusieurs étages qui ne correspondait pas aux directives de l'UE. Tel est le meilleur des mondes à la sauce européenne! •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La «Ceinture verte européenne», mainmise centraliste sur les peuples

mn. Dans ses derniers numéros, *Horizons et débats* a montré que le concept des quelque 30 parcs naturels a été concocté dans l'officine néolibérale de l'UE, que les directives concernant ces parcs ont été copiées sur le *Schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC)* et que les parcs naturels sont pilotés de manière centralisée par des *groupes d'action locale* en vue de l'introduction du concept LEADER. Les parcs naturels, de même que d'autres groupes, sont intégrés dans le *Réseau européen pour le développement rural (REDR)*, cela à l'insu de la population suisse.

Dans ce contexte, il est intéressant de savoir que le concept dépasse déjà les frontières européennes. Dès 2004, le *Bund Umwelt- und Naturschutz Deutschland (BUND)* avait lancé le projet *Grünes Band Deutschland* qui déclarait réserve naturelle le no-man's-land de 50 à 200 m de large séparant l'ancienne RDA de la RFA. Le projet *Ceinture verte européenne* a été lancé en 2004, à Budapest, lors d'une conférence internationale financée par l'*Office fédéral allemand de protection de la nature.* Ce long ruban situé le long de l'ancien rideau de fer, de la Finlande à la Grèce, a été déclaré réserve naturelle. «L'Initiative elle-même est supervisée par un «coordinateur ceinture verte» au sein de l'*Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).*

Le tracé de la «Ceinture verte européenne» avec ses trois tronçons principaux

Source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Ceinture_verte_européenne

Le secrétariat de l'Initiative est hébergé dans les bureaux régionaux pour l'Europe à Bruxelles.[1] Le secrétariat de Bruxelles détermine les «principes de fonctionnement» de la Ceinture verte européenne en accord avec les «points focaux nationaux» (c'est-à-dire les coordinateurs régionaux). Pour l'Europe centrale (tronçon RFA-Croatie), il s'agit du bureau d'études BUND.

Les réflexions sur la signification écologique de la *Ceinture verte européenne* montrent qu'il ne s'agit qu'apparemment de protection de la nature: «En outre, l'initiative vise aussi à mieux harmoniser les activités humaines avec l'environnement naturel, pour un développement socio-économique plus durable et soutenable pour les communautés locales.»[2] Cette *Ceinture verte* vise notamment à «relier entre eux les parc nationaux».

Si les loups, les ours et Cie doivent pouvoir se déplacer du nord au sud de l'Europe entre tous les habitats, les humains européens ne risquent-ils pas d'être amenés à vivre dans des réserves, d'être quasiment bantoustanisés? Sous prétexte de protection de la nature, les populations et les Etats souverains tombent sous la coupe du pouvoir central.

L'élève de Heidegger *Hans Jonas* est l'un des pionniers de ce genre de stratégie. «Une élite avec des loyautés secrètes et des finalités secrètes» devrait, selon lui, instaurer une «tyrannie bienveillante, bien informée et animée par la juste compréhension des choses» qui prenne «des mesures que l'intérêt individuel ne s'impose pas spontanément et qui peuvent difficilement faire l'objet d'une décision dans le processus démocratique.»[3]

A moins que les citoyens vigilants ne se rebellent contre ce genre de machinations écototalitaires, comme l'ont fait ceux de la Suisse centrale qui ont refusé catégoriquement les parcs naturels par la voie des urnes. Bien avant toute écologie (profonde), par respect pour la Création, la Suisse a développé, dans un esprit de responsabilité et d'indépendance, une politique de protection de la nature qui a fait ses preuves pour le bien des hommes et de la nature et qui ne nécessite aucune modification idéologique, et surtout pas sous cette forme autoritaire qui nous est tout à fait étrangère. •

[1] *http://fr.wikipedia.org/wiki/Ceinture_verte_européenne*

[2] *http://fr.wikipedia.org/wiki/Ceinture_verte_européenne*

[3] Hans Jonas, *le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique,* Flammarion

Jean-Christophe Rufin: «Le parfum d'Adam»

Un livre pour jeunes gens intéressés

Analyse de livre

Ce livre peut être recommandé à tous ceux qui aimeraient voir clair dans les dessous des biologismes radicaux qui de nos jours prennent de l'ampleur non seulement au sein des organisations environnementales, mais aussi dans bien des domaines de la vie. Dans ce roman, cette nouvelle (ancienne) théorie marque un accent appuyé sur son antihumanisme en visant très concrètement la vie des hommes. Celui qui a cru jusqu'ici qu'on pouvait mesurer les processus du psychisme se fait brutalement ramener à la réalité. Chaque lecteur qui constate que dans l'éducation, l'économie ou dans la politique il s'agit de faisabilité, d'efficience, de succès et non plus d'humanité, de vertu ou de justice est saisi par l'actualité du roman. La lecture de ce livre est recommandée à une jeunesse à l'esprit critique et ouvert qui ne désire pas se laisser entraîner, par quelque habile manipulation, à des fins destructrices.

cb. Une jeune femme ambitieuse et solitaire qui a appris à ne faire confiance qu'à elle-même est la première victime en devenant l'auteur d'une infraction. Ce faisant, elle croit avoir accepté un défi qui doit donner plus de contenu à sa vie. L'effraction dans un laboratoire polonais secret, la libération des animaux de laboratoire et finalement le vol d'un échantillon de choléra sont téléguidés et n'apparaîtront dans toute leur ampleur que dans la suite de l'action:

«C'était un petit ouistiti maigre qui tenait ses longs bras croisés sur le ventre. Son corps était intact, mais il avait, plantées dans le crâne, une dizaine d'électrodes. Elles lui faisaient comme la couronne de plumes d'un chef indien. […] Des frissons agitaient ses petits membres. De lents battements de paupières recouvraient par intermittence son regard habité d'épouvante et de douleur. […] C'était un apitoiement ridicule, elle le savait, un apitoiement sur elle-même avant tout. […] Ce petit singe exprimait toute la solitude et toute la souffrance qu'elle reconnaissait depuis des années comme siennes. C'était la même souffrance qui l'avait conduite jusque-là, dans cette tenue de camouflage serrée aux chevilles, dans cette cagoule noire étouffante, ces baskets trop grandes pour elle.» (p. 14)

Juliette, l'«héroïne» représente bien des femmes de sa génération qui sans en être responsables, mènent leur vie, perdues et sans attaches, et sont à la recherche de reconnaissance – d'où qu'elle vienne. Elle est menacée de devenir l'instrument d'un groupe de fanatiques antihumanistes dirigés par *Ted Harrow* qui considère le genre humain comme étant le plus grand ennemi de la nature et qui par conséquent veut le détruire.

Mais qui lit le roman jusqu'à la fin se trouve ensuite armé contre ce poison de l'exploitation des ressources de l'homme à des fins mauvaises.

Paul et *Kerry,* de vieux amis et plus que des compagnons de route dans la jungle des services secrets, sont chargés d'une mission qui s'avère de plus en plus explosive et dangereuse – ils doivent empêcher les fanatiques écologiques radicaux de commettre un attentat à large échelle contre les plus pauvres des pauvres. Derrière cela se tient un club d'anciens universitaires qui suivent une théorie (courante de nos jours encore) de *Peter Singer.* Celle-ci préconise que l'homme lui-même est le monstre le plus dangereux pour la nature et qu'il doit donc être exterminé. La haine de ces fanatiques se dirige particulièrement contre les pauvres dans ce monde. Ted Harrow, un tueur en série froid et sans regard, aurait bien aimé utiliser Juliette pour commettre le crime de verser des virus de choléra dans l'eau potable d'une agglomération:

«Au début, quand il crée le groupe des *Nouveaux Prédateurs*, Harrow se contente de disserter sur le caractère nuisible de l'espèce humaine et sur sa prolifération. Il n'a pas encore d'idée d'action claire. Il énumère tout ce qui lui passe par la tête, tous les procédés qui permettraient de réduire la pression démographique. Vive le sida, la mortalité infantile et les guerres … Le choléra figure déjà parmi ces fléaux, mais, à ce stade, il n'a pas de valeur particulière. […] Le choléra, c'est la maladie des pauvres. Or, pour Harrow, la pire prolifération humaine est celle des pauvres.» (p. 364)

La fin du roman décrit la volte-face de la jeune femme Juliette, qui jusqu'ici a refoulé activement tout ce qui lui aurait révélé l'ampleur et la folie de l'action planifiée. Ce roman peut être recommandé à de jeunes adultes en particulier. •

ISBN 978-2070349104

Plaidoyer en faveur d'une «communauté économique harmonieuse de Lisbonne à Vladivostok»

Tribune de Vladimir Poutine parue dans la «Süddeutsche Zeitung»

Il est évident, aujourd'hui, que l'éclatement de la crise mondiale en 2008 n'était pas seulement dû au gonflement des «bulles» et à l'échec de la régulation des marchés mais qu'il était de nature structurelle. Le problème central consiste dans l'accumulation de déséquilibres mondiaux. Le modèle selon lequel un centre régional multiplie les emprunts et consomme des biens sans frein alors que l'autre produit des marchandises bon marché et rachète des dettes a échoué.

En outre, la répartition de la prospérité est extrêmement inégale aussi bien entre les différents pays qu'entre les différentes couches de population, ce qui a ébranlé la stabilité de l'économie, provoqué des conflits locaux et paralysé l'aptitude au consensus de la communauté internationale dans le débat sur les problèmes urgents.

La crise a montré la nécessité de procéder à des réexamens, à évaluer les risques et à réfléchir à de nouvelles évolutions fondées non sur des valeurs virtuelles mais réelles. On élabore actuellement des stratégies d'après-crise dans tous les grands centres, y compris aux Etats-Unis et en Chine. L'Europe a elle aussi besoin de visions d'avenir à elle. Aussi proposons-nous de préparer l'avenir grâce à un partenariat entre la Russie et l'UE. Ainsi, nous pourrions faire valoir ensemble notre droit au succès et à une meilleure compétitivité du monde moderne.

Reconnaissons-le: Aussi bien la Russie que l'Europe se sont révélées assez vulnérables. La crise nous l'a très nettement révélé. La Russie continue de dépendre étroitement de la conjoncture des matières premières. L'UE récolte les fruits pourris d'une désindustrialisation qui dure depuis de longues années et elle est confrontée au risque d'un affaiblissement de ses positions sur les marchés industriels et de la haute technologie.

Rassembler nos expériences en matière de coopération

Un problème qui menace aussi bien la Russie que l'UE est une tendance au retard dans les domaines de l'éducation, de la recherche et du développement. Ajoutons que l'état actuel de la collaboration entre la Russie et l'UE ne correspond absolument pas aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Pour modifier cette situation, nous devons utiliser les avantages et les moyens existants. On pourrait ainsi réaliser une synthèse harmonieuse des deux économies, celle de l'UE, classique et qui a fait ses preuves, et celle de la Russie, nouvelle et en plein développement, dont les facteurs de croissance se complètent bien.

Nous disposons de technologies modernes, de ressources naturelles et de capitaux à investir. Nous bénéficions de l'exceptionnelle productivité de nos travailleurs. Finalement, la Russie et l'Europe s'appuient sur les sérieuses expériences qu'elles ont accumulées en matière de coopération. Je suis heureux de pouvoir noter ici que l'Allemagne, qui sert de locomotive à l'intégration européenne, occupe dans ce domaine également une position de force exemplaire. Alors que proposons-nous?

Pour une politique industrielle commune

Premièrement: La création d'une communauté économique harmonieuse de Lisbonne à Vladivostok. Plus tard, on pourrait même envisager éventuellement une zone de libre-échange, voire des formes d'intégration économique plus poussées. Cela créerait un marché commun continental d'une capacité de plusieurs billions d'euros. Mais il s'agit manifestement de commencer par éliminer tous les derniers obstacles à l'adhésion de la Russie à l'OMC. Il s'ensuivrait alors une harmonisation des directives juridiques, douanières et techniques, de même que l'application des projets destinés à éliminer les problèmes posés par les infrastructures de transports dans l'ensemble de l'Europe.

Deuxièmement: Une politique industrielle commune qui devrait reposer sur l'addition des potentiels de technologie et de ressources de la Russie et de l'UE, ainsi que sur la mise en œuvre de programmes communs de soutien aux PME opérant dans l'économie réelle. Des labels comme «Made in Germany» ou «Made in EU» valent leur pesant d'or. Ces modèles de très haute culture technologique doivent être conservés avec le plus grand soin. Ils ne doivent pas disparaître.

En Russie, il n'existe pas encore beaucoup de marques reconnues, mais nous voulons moderniser systématiquement et appliquer largement les technologies européennes qui sont les plus compatibles avec notre culture de production et nos traditions. A mon avis, il faut mettre à l'ordre du jour commun la question de savoir comment faire déferler une nouvelle vague d'industrialisation sur le continent européen, tout particulièrement en concluant des alliances stratégiques notamment dans les domaines de la construction navale, aéronautique et automobile, des industries spatiale, médicale et pharmaceutique, de l'énergie nucléaire et de la logistique.

Qu'on me comprenne bien: cette thèse n'est pas un appel à transformer l'Europe en une unique plate-forme de production, en une sorte de méga-usine. Il faut créer une industrie imprégnée de haute technologie de l'ère postindustrielle. Les nouveaux sites de production doivent être non-polluants et obéir à des normes environnementales strictes.

D'une manière générale, il s'agit de se concentrer sur tout ce qui a à voir avec l'écologie, l'exploitation prudente des ressources naturelles et la lutte contre le réchauffement climatique. Dans ce domaine, la Russie et l'Europe pourraient faire des expériences très positives. Songeons à notre collaboration dans la protection et la restauration du milieu maritime de la mer Baltique.

Troisièmement: L'idée d'un complexe énergétique commun en Europe s'impose. Ces dernières années, la collaboration énergétique entre la Russie et l'UE a beaucoup fait parler d'elle et a été, franchement, trop politisée. On est allé jusqu'à laisser entendre que la Russie voulait utiliser ses livraisons de pétrole et de gaz naturel pour résoudre tel ou tel problème politique, ce qui ne correspond absolument pas à la réalité.

La vérité est que la Russie, après l'effondrement de l'URSS, avait perdu l'accès à ses grands marchés d'exportation. Des problèmes ont surgi avec les pays de transit qui cherchaient à tirer des avantages unilatéraux de leur situation de monopole. C'est là l'origine de conflits bien connus. Evidemment, cette situation ne favorisait ni les intérêts de la Russie ni ceux des acheteurs de nos ressources énergétiques.

Pour une politique énergétique concertée

C'est la raison pour laquelle de nombreux fournisseurs d'énergie et de nombreux gouvernements européens, y compris le gouvernement allemand, ont soutenu les projets russes de construction de gazoducs à travers la Baltique (*North Stream*) et la mer Noire (*South Stream*). Dès que ces gazoducs seront en service, le continent européen disposera d'un système d'approvisionnement diversifié et souple. Je suis sûr qu'alors, tous les faux problèmes énergétiques appartiendront au passé.

Notre aptitude à apprendre à tenir compte, non en paroles mais en actes, de nos intérêts stratégiques réciproques revêt une importance capitale. Cependant, on ne peut pas dire cela du *Troisième paquet énergétique* de l'UE. Malgré toutes les bonnes intentions, il entraîne des risques importants pour l'économie énergétique européenne et affaiblit la volonté des investisseurs de financer de nouveaux projets. Cela pourrait entraîner une situation dans laquelle, dans quelques années, au lieu de marchés concurrentiels, nous aurions des infrastructures en ruine, une pénurie d'énergie et par conséquent des prix élevés pour les consommateurs européens.

Rappelons que c'est la libéralisation irréfléchie des marchés financiers qui a été la principale cause de la crise financière. Personne n'a intérêt à ce que l'échec de la régulation du secteur du gaz naturel ne déclenche une crise énergétique. Je suis persuadé que la vie elle-même contraint à créer des relations équilibrées, reposant sur l'égalité des droits entre les fournisseurs, les consommateurs et les pays de transit des ressources énergétiques. Le nouvel accord énergétique proposé par la Russie a précisément pour objectif d'établir ce genre de relations.

En unissant nos efforts, nous aurons la possibilité non seulement de faire le commerce des ressources énergétiques mais d'échanger des actifs et de collaborer dans toutes les phases de la création de valeurs technologiques, de l'exploration de nouvelles ressources énergétiques jusqu'à leur livraison aux consommateurs. En outre, nous lançons un appel à la collaboration dans la formation du personnel du domaine énergétique et dans la création de centres d'ingénierie et dans l'application de projets en matière d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie et d'utilisation de sources d'énergie renouvelables.

Quatrièmement: Sans industrie développée, aucun progrès n'est possible dans l'enseignement et la recherche européens. Maintenant déjà, les jeunes gens doués s'intéressent beaucoup moins qu'auparavant aux professions techniques, et cela aussi bien en Russie que dans l'UE. Les professions d'ingénieur ou d'ouvrier qualifié leur paraissent sans avenir et ils optent pour d'autres métiers qui, parfois, exigent des qualifications inférieures. Il ne manquerait plus que, à la suite de la délocalisation des sites de production, les bureaux d'études et les sociétés d'ingénierie quittent le continent.

Pour des échanges universitaires plus intenses

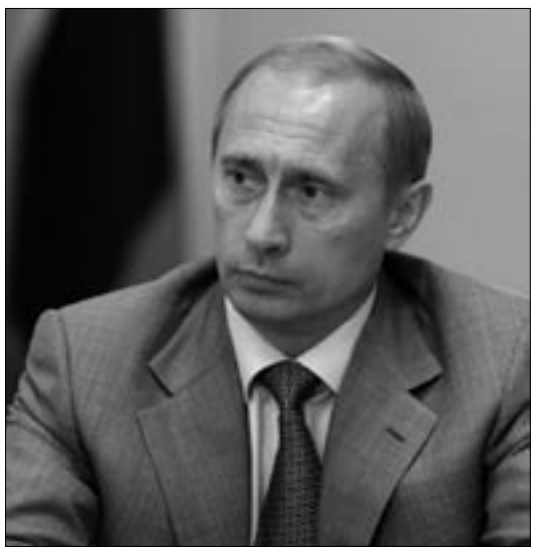
La science et l'éducation européennes doivent assurer leur leadership. C'est possible grâce à un étroit partenariat. La Russie continuera d'investir dans des projets de recherches paneuropéens comme la construction du laser à rayons X à Hambourg ou de l'accélérateur à Darmstadt. Nous sommes disposés à offrir à des Européens des possibilités de recherches dans des universités et des centres de recherches russes, également dans le cadre des programmes de soutien spéciaux.

En outre, il existe en Russie d'importantes possibilités de travailler dans des centres d'expérimentation uniques au monde. Ainsi, un centre géant de recherches sur les neutrons, lié à une centrale nucléaire près de Saint-Pétersbourg, va bientôt être mis en service. En échange, nous espérons recevoir des contributions à la science et aux infrastructures d'innovation russes. Dans ce domaine, l'exemple du groupe *Siemens* est significatif: il s'est déclaré prêt à fonder un centre de compétence à Skolkovo, «ville de l'innovation» située près de Moscou.

Il faudrait naturellement soutenir le développement des échanges entre étudiants et professeurs et les contacts entre jeunes chercheurs. Nous voulons que des étudiants russes fassent leurs études dans des universités de l'UE et, de notre côté, nous sommes prêts à ouvrir davantage nos universités aux étudiants des pays européens. La mobilité universitaire, les séjours d'études réciproques et d'autres formes d'échange sont d'autant plus importants qu'ils contribuent à créer une culture technologique et entrepreneuriale commune.

Cinquièmement: Un authentique partenariat restera impossible sur notre continent tant qu'il existera des entraves humaines et commerciales. Le plus gros obstacle est l'obligation de visa entre la Russie et l'UE. A notre avis, son abolition ne doit pas représenter la fin, mais le début d'une intégration authentique. Les premiers à en profiter seront les élèves et les étudiants. Ils auront ainsi de nouvelles occasions de voyager, de se former et d'apprendre à connaître les cultures exceptionnelles de différents pays.

La suppression de l'obligation de visa lèvera également un obstacle sérieux au développement des activités commerciales. Pour les grandes entreprises, la question des visas ne pose plus de problèmes aujourd'hui mais elle gêne considérablement les PME, les sociétés innovantes. Au fond, elle conserve



Vladimir Poutine (photo mad)

artificiellement la structure passablement imparfaite de nos relations commerciales.

Finalement, la fixation de délais et d'un calendrier précis pour l'abolition des visas permettra d'améliorer la collaboration entre les autorités de protection juridique de nos Etats et de lutter de manière plus efficace contre l'immigration illégale, le trafic de drogue, la criminalité organisée et le terrorisme. Cependant, les perspectives sont encore sombres. Ces autorités ne sont pas suffisamment motivées à résoudre les problèmes techniques liés à l'abolition de l'obligation de visa.

Je n'ai fait ici qu'esquisser le projet d'approfondissement du partenariat entre la Russie et l'UE. La question principale consiste à savoir si l'UE est prête à la discussion et au travail concret sur ce projet. Malgré toutes les réticences qui se manifestent, je crois qu'il a de plus en plus de partisans dans l'UE.

«Une chance de développer une Europe unifiée et prospère»

Le chemin sera manifestement long et il faudra procéder par étapes. En tant que partenaires placés sur un pied d'égalité, la Russie et l'UE devront chacune en parcourir une partie. Cependant, il est également manifeste que ce travail ne doit pas être différé et que nous ne devons pas perdre notre temps en formalités diplomatiques sans fin.

Insistons sur le fait que la Russie n'a aucun intérêt à ce que l'UE soit faible et conflictuelle car cela réduirait indirectement l'influence internationale de la Russie et nos chances de faire confiance à un partenaire qui défend des intérêts analogues et même parfois tout à fait concordants.

Le rapprochement entre la Russie et l'UE ne peut pas être dirigé contre quelqu'un et n'implique absolument aucun affaiblissement des relations avec nos partenaires et alliés traditionnels. Nous pourrions inscrire les principes renouvelés de notre collaboration dans l'accord de base entre la Russie et l'UE en préparation actuellement. Il faut considérer que cet accord a des visées stratégiques. Nous devrions essayer de le concevoir pour les 20, 30, voire 50 prochaines années.

Pour finir, je voudrais rappeler qu'en 1990, le chancelier allemand *Helmut Kohl* a pris une décision très courageuse: ne pas attendre que la RDA soit prête à faire partie d'une Allemagne réunifiée, et procéder immédiatement à la réunification afin que l'Est et l'Ouest du pays puissent réapprendre la coexistence dans le processus de collaboration et la recherche de solutions communes.

L'histoire a confirmé le bien-fondé de cette démarche résolue. Aujourd'hui, dans une situation historique nouvelle, une chance s'offre à nous de développer une Europe unifiée et prospère. Si nous nous fixons cet objectif, les compromis seront plus faciles à trouver sur les dossiers concrets.

Certains trouveront les réflexions développées dans cet article trop ambitieuses. Mais dans le monde actuel, on voit se réaliser ce qui apparaissait tout d'abord comme utopique. Nous pourrions ensemble nous en convaincre. Maintenant, il s'agit tout simplement de retrousser nos manches et de nous mettre au travail. •

Source: *Süddeutsche Zeitung* du 25/11/10
(Traduction *Horizons et débats*)

Comment l'Europe et la Russie pourront subsister à l'avenir

Vladimir Poutine, Premier ministre russe, présente des projets de coopération

par Karl Müller

Il y a 20 ans, le 21 novembre 1990, les représentants gouvernementaux de 32 pays européens – y compris l'Union soviétique d'alors – ainsi que des Etats-Unis et du Canada signaient dans le cadre de la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (CSCE – aujourd'hui OSCE) la *Charte de Paris*. C'était une déclaration publique en vue de la création d'un ordre pacifique en Europe après la réunification des deux Etats allemands et la fin de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest (cf. *Horizons et débats* n° 1 du 11/1/10)

A la suite du président *Dimitri Medvedev,* qui avait soumis une proposition fin 2009 en faveur d'un Accord européen de sécurité, reprenant ainsi les objectifs sécuritaires de la Charte de Paris, c'est au tour du Premier ministre du pays, *Vladimir Poutine,* de mettre en avant les dimensions économiques d'une possible coopération dans toute l'Europe (y compris la partie asiatique de la Russie – donc de Lisbonne à Vladivostock), en soumettant une proposition (cf. p. 4).

La *Charte de Paris* ne s'était pas contentée de promouvoir une coopération dans la politique sécuritaire au sens étroit du terme, mais aussi – sachant combien les deux domaines se recouvrent – pour un ordre économique inter étatique et une plus forte coopération économique dans toute l'Europe.

Le Premier ministre russe a soumis cette proposition à la «Süddeutsche Zeitung», en vue d'un débat organisé par cette dernière les 25 et 26 novembre à Berlin sous le titre de «IVe rencontre de dirigeants de l'économie», rassemblant 40 hommes politiques, dirigeants d'entreprises et scientifiques, en tant que conférenciers et participants à la Table ronde, de même que 300 personnes invitées.

Le 10 novembre 2010 a été achevée la moitié du premier tube du gazoduc North-Stream. A cette occasion, l'équipage du navire de pose Castoro en a doté un fragment d'une inscription spéciale. Le North-Stream qui, une fois achevé, transportera plus directement et plus sûrement le gaz russe vers l'Europe, est un exemple de coopération entre l'Europe et la Russie dans le domaine énergétique. (photo www.nord-stream.com)

La crise de 2008 est structurelle

Présentant ses propositions concrètes, le Premier ministre russe a constaté que «l'éclatement de la crise mondiale en 2008 n'était pas seulement dû au gonflement des «bulles» et à l'échec de la régulation des marchés mais qu'il était de nature structurelle». Selon lui «le problème central consiste dans l'accumulation de déséquilibres mondiaux. Le modèle selon lequel un centre régional multiplie les emprunts et consomme des biens sans frein alors que l'autre produit des marchandises bon marché et rachète des dettes a échoué. En outre, la répartition de la prospérité est extrêmement inégale aussi bien entre les différents pays qu'entre les différentes couches de population, ce qui a ébranlé la stabilité de l'économie, provoqué des conflits locaux et paralysé l'aptitude au consensus de la communauté internationale dans le débat sur les problèmes urgents.» Poutine réclame donc de s'engager dans une nouvelles voie, «de procéder à des réexamens, à évaluer les risques et à réfléchir à de nouvelles évolutions *fondées non sur des valeurs virtuelles mais réelles.»*

L'activité économique peut protéger la dignité humaine

En jetant un coup d'œil honnête sur les 20 années passées, on ne peut qu'approuver ce diagnostic. Les objectifs fixés dans la *Charte de Paris* par tous les gouvernements européens, mais aussi par ceux des Etats-Unis et du Canada, de promouvoir «une activité économique qui respecte et protège la dignité humaine, de développer des économies de marché «en vue d'une croissance économique durable, de la prospérité, de la justice sociale, du développement de l'emploi et de l'utilisation rationnelle des ressources économiques», de mettre l'accent sur le fait qu'il «est important et conforme à notre intérêt à tous que le passage à l'économie de marché réussisse dans les pays qui font des efforts en ce sens, afin que cette réussite nous permette de partager les fruits d'un accroissement de la prospérité auquel nous aspirons tous ensemble», ne furent pas pris sérieusement en compte et donc pas atteints.

On n'accorda pas suffisamment d'attention à l'exigence de «prendre en compte les intérêts des pays en développement» lors d'une coopération économique accrue au sein du processus CSCE.

Bien au contraire: au cours des dernières 20 années, les «vainqueurs» de la guerre froide ont tenté de transformer les Etats du *Conseil d'assistance économique mutuelle* (Comecon) en économies de marché, autrement dit de leur imposer une forme de capitalisme qui ne répondait pas à la volonté des peuples. Ce fut le sort de tous les peuples de l'Europe centrale orientale, de l'Europe du Sud-Est et de l'Est.

L'indépendance économique fait partie de la dignité humaine

C'est ce que durent vivre les Allemands de l'ancienne RDA, qui ne sont toujours pas considérés comme des citoyens de valeur égale dans un Etat commun. Car on ne leur accorda pas une des conditions fondamentales de liberté égale, soit l'autonomie économique (cf. *Karl-Albrecht Schachtschneider:* «Plaidoyer pour la citoyenneté», *Horizons et débats* n° 47 du 6 décembre; ainsi que *Peter Ulrich:* «Integrative Wirtschaftsethik», p. 278 sqq: «Wirtschaftsbürgerrechte als Grundlage realer Freiheit für alle»). Encore 20 ans plus tard, la majorité des habitants de l'Est du pays dépendent encore de l'aide pécuniaire de l'Etat. On ne leur laissa pas le droit d'un gagne-pain sur place, c'est-à-dire là où vit leur famille, où ils ont leurs amis, dans leur environnement. Les 30 entreprises qui, selon l'ouvrage intitulé «Die Blaue Liste» [La liste bleue] de *Wolfgang Schorlau,* devaient leur rester sous forme de coopératives n'ont plus de valeur que comme mémorial de l'éthique économique. Alors qu'après 1990 presque l'entière structure économique de la RDA fut traitée comme une masse en faillite et qu'elle ne servit plus que d'ateliers pour les grandes entreprises ouest-allemandes, on n'a toujours pas réussi – ou peut-être ne l'a-t-on pas voulu – de mettre en place une structure économique saine, indépendante et offrant des emplois sûrs.

Il faut prendre conscience que n'est pas forcément fausse la thèse selon laquelle cette tragédie n'est pas qu'interallemande, mais bien une part d'un plus grand projet dans l'intérêt du capital financier, que donc l'Est de l'Allemagne, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Europe centrale orientale, de l'Europe du Sud-Est et de l'Europe de l'Est devait être désindustrialisé et dépendre directement (par l'accumulation des dettes privées) ou indirectement (par l'accumulation des dettes publiques) de l'industrie de la finance.

Le Premier ministre russe parle, en se référant à l'UE, des «fruits pourris d'une désindustrialisation qui dure depuis de longues années» et du risque réel «d'un affaiblissement de ses positions sur les marchés industriels et de la haute technologie».

Renforcer l'économie réelle plutôt que de produire des bulles financières

C'est pourquoi on comprend que Poutine propose une «politique industrielle commune» et demande de mettre en place une marche à suivre pour savoir «comment faire déferler une nouvelle vague d'industrialisation sur le continent européen» avec «la mise en œuvre de programmes communs de soutien aux PME opérant dans l'économie réelle».

En vérité: la décadence des Etats-Unis et de la Grande Bretagne et la montée de la Chine et de l'Inde est l'image même du mensonge que fut la prétention des 20 dernières années qu'il fallait tout miser sur la finance. Cela provoqua une dépendance du capital financier et des lieux de production dans les pays lointains. C'est doublement dangereux. Car personne ne peut garantir que la monnaie dont nous croyons pouvoir encore disposer aujourd'hui gardera demain sa valeur et nous permettra encore de faire nos achats. L'argent ne nourrit pas.

Tout comme la formation et les sciences, une fourniture d'énergie sûre, en quantité suffisante et financièrement équilibrée sont de première importance pour l'avenir de l'Europe et de la Russie. Ces deux aspects sont aussi inclus dans la proposition de Poutine.

Des zones de libre-échange entre Etats qui se respectent sont aussi une garantie de paix

Lorsque Poutine écrit que «l'état actuel de la collaboration entre la Russie et l'UE ne correspond absolument pas aux défis auxquels nous sommes confrontés», il ressort que le Premier ministre vise une étude approfondie des forces en présence et des dangers dans la politique et l'économie du monde.

En août de cette année, lors de sa visite en Suisse, le président Medvedev avait proposé, de commun accord avec ses hôtes, de mettre en place une zone de libre-échange entre la Russie et l'AELE. Les négociations devront commencer dès janvier prochain, selon le secrétaire de l'AELE *Kaare Bryn* lors d'une interview le 22 novembre (*www.nachhaltigkeit.org*).

Cette proposition du Premier ministre russe pour une zone de libre-échange entre la Russie et l'UE fait partie d'une vision pour toute l'Europe, au profit des deux parties, assurant de surcroît la paix.

Réactions positives de l'industrie et des banques européennes

Les propositions du Premier ministre russe doivent être suivies de près. Comment expliquer les réticences de la chancelière allemande et de la bureaucratie de l'Union européenne? Il ne s'agit sûrement pas de pressions venant de l'industrie et des banques européennes, car elles saluent les propositions de Poutine, d'autant plus que ce sont elles qui ont contribué au développement des échanges commerciaux entre l'UE et la Russie depuis l'an 2000 – l'année de crise 2009 n'ayant été qu'une parenthèse – passant de 86 milliards d'euros en 2000 à 282 milliards en 2008 (selon les indications d'*Eurostat* [76/2010] du 28 mai 2010). La Russie est, après les Etats-Unis et la Suisse le troisième partenaire commercial de l'UE. Il y a toutefois encore beaucoup de possibilités de développement.

Le Premier ministre russe dénonça le système de visa entre la Russie et l'UE comme frein à la coopération, mettant en cause la politique et non pas l'économie. Il affirma lors d'un entretien avec des entrepreneurs allemands que «les autorités allemandes semaient les obstacles sur le chemin des investisseurs russes. (*Ria Novosti* du 29 novembre)

La proposition actuelle du Premier ministre russe mérite qu'on s'y arrête, tout comme ce fut le cas de celle concernant un *Traité européen de sécurité.* Les dégâts causés en Europe au cours des 20 dernières années sur les plans politique, économique et social exigent une vision nouvelle. Le Premier ministre russe a soumis ses propositions, aux Européens de répondre de manière constructive. •

Coup d'œil en arrière sur «l'année Guisan»

50e anniversaire de la mort du Général

par Jean-Jacques Rapin

Ce n'est pas sans fierté qu'il est permis de jeter un coup d'œil en arrière sur ce que l'on pourrait appeler «l'année Guisan».

Affirmer que les figures tutélaires sont une nécessité pour l'inconscient collectif d'une communauté et dire que le général Guisan leur appartient n'est pas faire preuve d'une sentimentalité douceâtre ou d'un début de ramollissement cérébral. C'est une vérité qui dérange certains – tant mieux! – mais que le peuple, dans sa grande majorité, accepte et même, attend. Alors que les circonstances, les mœurs, les rapports sociaux évoluent si rapidement, il est au contraire du devoir, à ceux qui en ont la charge et la responsabilité, de rappeler le rôle qu'elles ont joué et comment la collectivité s'est construite en s'identifiant à elles.

Dès lors, la commémoration de la mort du Général, survenue il y a cinquante ans, était plus que justifiée, elle était nécessaire. Les volontés se sont unies dans l'esprit, très helvétique, du système de milice dans un savant dosage de représentants de l'armée et d'autorités religieuses et civiles pour concevoir deux pôles d'activités différentes. Le premier a été la journée officielle du 12 avril 2010, qui coïncidait, jour pour jour, avec les obsèques de 1960. Commencée aux aurores par une salve de coups de canon tirée dans la propriété de Verte-Rive, elle s'est poursuivie au cimetière de Pully où plusieurs discours et un dépôt de gerbes ont marqué cette cérémonie du souvenir, puis par le vernissage, à Verte-Rive encore, d'une exposition consacrée au Commandant de notre armée de 1939 à 1945. C'était ensuite à la cathédrale de Lausanne, cœur du Pays de Vaud, d'abriter la cérémonie religieuse œcuménique, avec des discours de représentants de la famille, des autorités cantonales et fédérales, encadrés par une partie musicale des orgues du sanctuaire et de la fanfare d'armée. Cette journée, riche de signification, s'est terminée par une prise d'arme dans le parc de Verte-Rive. Un DVD donne un excellent reflet de ses différents moments.[1]

Le second pôle est représenté par l'activité d'édition. L'ouvrage de *Jean-Jacques Langendorf* et *Pierre Streit, Le Général Guisan et l'esprit de résistance*[2] en a été l'événement principal. Replaçant Guisan dans son contexte, le comparant aux personnalités qui ont su affirmer, dans les moments les plus critiques de l'histoire, leur refus du totalitarisme et démontrant la nécessité inéluctable du Réduit face à la puissance des armes d'attaque, le livre a été un succès flatteur et réjouissant de librairie.

Quant à la réédition de *PC du Général,* précédé *d'Aller et retour,* de *Bernard Barbey*[3], avec une introduction de Jean-Jacques Langendorf et une postface de Pierre Streit, elle était très attendue, car ce document de première main, sous la plume d'un écrivain de grande classe, nous fait vivre, au jour le jour, la vie quotidienne de l'état-major particulier du Général. A ne pas manquer.

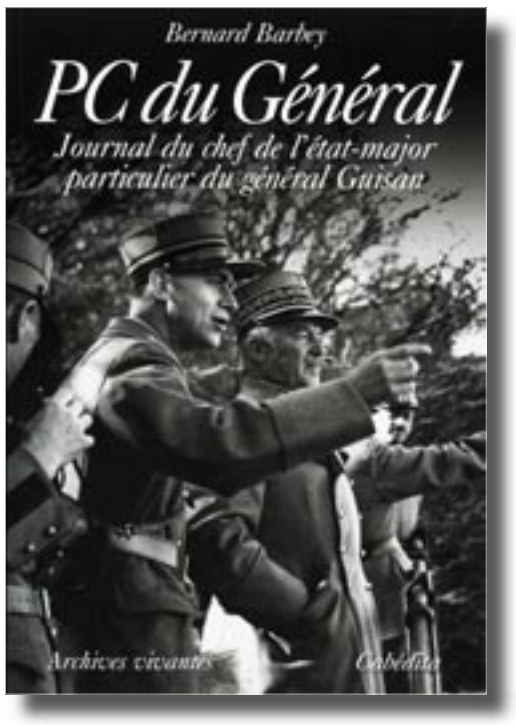
Ce bref aperçu démontre que, malgré les années et les oublis – involontaires? – de nos programmes scolaires en matière d'histoire nationale, la présence du Général Guisan demeure et qu'il est bon de la perpétuer. •

[1] *Général Guisan 1960-2010, 50e anniversaire,* DVD aux Editions Cabédita, Rte des Montagnes 13, 1145 Bière *(info@cabedita.ch)*

[2] *Le Général Guisan et l'esprit de résistance,* Editions Cabédita, 2010

[3] *PC du Général, Journal du chef de l'état-major particulier du Général Guisan,* Editions Cabédita, 2010

Source: *La Nation* du 3/12/10



«Le CICR est déterminé à engager le dialogue avec toutes les parties»

Le budget 2011 du CICR: une action adaptée aux nouveaux besoins

Récemment , le CICR a présenté son budget terrain pour 2011. Pierre Krähenbühl, directeur des opérations de l'institution explique pourquoi le coût de ses activités humanitaires a augmenté.

Comment expliquez-vous le budget terrain record qui a été présenté pour 2011 alors qu'aucun nouveau conflit armé majeur n'a éclaté?

Le budget tient compte du fait que nous avons pu améliorer notre accès aux personnes qui ont besoin d'assistance, et de l'action plus large que nous avons menée dans le monde entier en réponse aux problèmes humanitaires liés à des situations de conflit armé. Plusieurs des principales opérations du CICR ont considérablement évolué ces dernières années. C'est le cas notamment en Afghanistan et en Irak, où le CICR a étendu sa présence sur le terrain et reste l'une des rares organisations humanitaires à avoir accès à la population dans différentes régions. Bon nombre de conflits actuels se poursuivent sur de longues périodes. La plupart des opérations dans lesquelles le CICR est aujourd'hui engagé se déroulent dans des pays où l'institution est présente depuis deux, trois, ou même quatre décennies. La République démocratique du Congo et la Somalie en sont deux exemples. Dans un grand nombre de conflits contemporains, les parties se disputent l'accès à des ressources naturelles essentielles telles que des minéraux ou des terres et l'intensité du conflit fluctue considérablement sans réelle perspective de paix durable. Ces affrontements qui n'en finissent pas ont des conséquences terriblement lourdes pour la vie de la population, qui souffre des effets conjugués de l'insécurité, des violences physiques, des pressions psychologiques et du déplacement, entre autres. Chacune de ces situations doit faire l'objet d'une analyse qui tienne compte des circonstances particulières de chaque personne ou communauté à laquelle le CICR s'efforce de prêter assistance et protection. Pour répondre à ces besoins et renforcer la capacité de la population à faire face, une action adaptée à chaque cas s'impose. Si une grande attention est accordée aux personnes directement touchées par les combats – telles que les blessés de guerre, les civils en danger, les personnes déplacées qui fuient une zone de combat et les détenus exposés aux risques de mauvais traitements ou de disparition –, nous avons constaté avec le temps qu'il était indispensable que notre action porte également sur les effets indirects des conflits et des autres formes de violence armée.

Quels sont ces effets indirects et quels moyens mettez-vous en œuvre pour y faire face?

Il y a par exemple l'insécurité alimentaire, qui peut être due à des restrictions de mouvement prolongées imposées pour des raisons de sécurité, la constante détérioration des conditions sanitaires et d'hygiène dans les zones de conflit et alentour, et le manque d'accès à l'eau potable, aux terres arables et à des services essentiels. Nous avons approfondi notre connaissance des besoins engendrés par ces effets indirects et nous nous attachons à améliorer notre action pour y répondre. Prendre des mesures pour soutenir les moyens de subsistance des personnes et veiller à ce qu'elles aient accès à des soins de santé et à l'eau potable est une part importante de notre travail depuis quelques années. En Afghanistan, par exemple, l'action du CICR consiste non seulement à soutenir deux grands hôpitaux de référence (Mirwais et Sheberghan), mais aussi à payer des chauffeurs de taxi pour qu'ils conduisent les personnes malades, en particulier les femmes et les enfants, à l'hôpital ou à un poste de premiers secours. L'institution organise également de vastes distributions de secours et forme les agriculteurs à la santé, à la reproduction et à l'alimentation animales. Les problèmes psychologiques sont une autre conséquence indirecte de la violence armée. Les familles de personnes portées disparues à la suite d'un conflit, par exemple, souffrent souvent de dépression ou d'anxiété, ou présentent des symptômes psychosomatiques. Les effets de ces problèmes sur leur vie quotidienne sont souvent dévastateurs, et il leur est extrêmement difficile, voire impossible, de vaquer à leurs occupations quotidiennes. Par le passé, le CICR et la communauté humanitaire dans son ensemble ont concentré leur action sur les besoins physiques et n'ont pas suffisamment pris en compte les conséquences psychiques et psychologiques des conflits armés. Aujourd'hui, en revanche, nous avons amélioré notre réponse à un éventail plus large de problèmes. Au Pérou par exemple, nous aidons les familles des personnes portées disparues à la suite d'un conflit à retrouver le corps de leurs proches, et en République démocratique du Congo, nous offrons un soutien psychologique aux victimes de violences sexuelles.

(photo reuters)

Le CICR intervient de plus en plus dans ce qu'on appelle « les autres situations de violence » qui peuvent être des situations de répression de la part des Etats, des troubles intercommunautaires ou des violences urbaines. Est-ce que cela signifie que vous vous détournez de votre priorité traditionnelle, c'est à dire les conflits armés?

Plus de 80% de notre budget est consacré à l'assistance aux victimes des conflits armés. Mais comme vous l'avez dit, nous répondons aussi aux besoins des personnes qui découlent d'autres formes de violence armée. Bien que ces situations de violence ne soient pas couvertes par le droit international humanitaire – connu également sous le nom de droit des conflits armés – elles ont souvent de lourdes conséquences du point de vue humanitaire. Certaines des caractéristiques des conflits armés contemporains, comme la prolifération de groupes armés divers qui exploitent la population par exemple, se retrouvent également dans ces situations de violence. Le niveau d'agression et de brutalité est parfois au moins aussi élevé que dans un conflit armé traditionnel et c'est peut-être un signe de ce qui nous guette: des régions entières, urbaines ou rurales, qui sont dans les faits des zones de non-droit et qui échappent au contrôle de l'Etat. Comme dans les zones de conflit, des personnes sont tuées ou blessées, déplacées ou privées d'accès aux terres qu'elles ont besoin de cultiver. Au bout du compte, cette situation peut conduire à la destruction de leurs moyens d'existence. Prenez l'exemple du Kirghizistan, où en juin de cette année, des affrontements violents ont été à l'origine du déplacement de dizaines de milliers de personnes autour de la ville d'Osh, dans le sud du pays. Le CICR est intervenu dès que la violence a éclaté, soignant les malades et les blessés, fournissant des vivres et de l'eau à plus de 300 000 personnes, et s'efforçant d'avoir accès aux personnes arrêtées en rapport avec les événements. Rio de Janeiro est un exemple de violence en milieu urbain. En partenariat avec la Croix-Rouge brésilienne et d'autres organisations locales étatiques et non étatiques, le CICR a mené des campagnes d'éducation à la santé, fourni un soutien psychologique aux personnes traumatisées par la violence et assisté des adolescentes mères et leurs enfants dans les bidonvilles. Dans le même temps, le CICR s'emploie à promouvoir la dignité des personnes par le dialogue avec toutes les parties concernées par la violence.

Dans de nombreux endroits du monde, il est devenu extrêmement difficile pour les organisations humanitaires de travailler. Des collaborateurs des organisations humanitaires sont enlevés ou délibérément pris pour cible. Et malgré cela, vous dites que le CICR a amélioré son accès aux personnes qui ont besoin de votre aide. Comment parvenez-vous à faire votre travail?

Si nous sommes capables de mener notre action dans des zones de conflit, c'est parce que nous avons fait en sorte d'être acceptés par tous les acteurs concernés, principalement les porteurs d'armes. Le CICR est déterminé à engager le dialogue avec toutes les parties. Nous voulons aussi montrer que nos opérations sont réellement significatives pour les gens. Et nous devons veiller avec la plus grande rigueur à ne pas prendre parti. La neutralité et l'indépendance constituent la marque distinctive du CICR. Nous sommes convaincus que c'est cette approche qui nous a permis d'atteindre de nombreuses personnes qui sans cela, n'auraient pu être secourues, et de travailler dans des zones de conflit très polarisées. Les partenariats avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ou avec des organisations locales, sont souvent essentiels pour atteindre les personnes qui ont besoin de notre aide, surtout dans les environnements où la situation en matière de sécurité est difficile. En Somalie ou au Yémen, par exemple, c'est grâce à la coopération que nous avons établie avec les Sociétés du Croissant-Rouge de chacun de ces pays que nous avons pu fournir le soutien médical et l'aide aux moyens d'existence dont la population avait tant besoin. Pour pouvoir avancer dans un environnement sensible, il faut principalement bien comprendre le contexte, se montrer curieux et créatif dans la recherche de solutions, ne pas être enclin à porter des jugements, et entretenir un dialogue ouvert – et si besoin, critique – avec les parties au conflit. •

Source: *www.icrc.org*

«Madame Suter, est-ce qu'on continue la lecture du livre aujourd'hui?»

Une classe spéciale lit un livre sur Henry Dunant

par Michaela Suter

«Madame Suter, est-ce qu'on continue la lecture du livre aujourd'hui?» *Dragan* me posait toujours cette question. Dragan est un de mes 11 élèves, il a 15 ans et n'a jamais lu un livre de sa vie, il sait à peine s'exprimer, bien qu'il ait grandi ici, même pas dans la langue de sa famille macédonienne, il possède un vocabulaire restreint et il ne comprend pas beaucoup de mots courants, il lit avec beaucoup de peine et en interrompant la lecture. Il n'a jamais l'idée de prendre un livre en main pendant son temps libre. Pourtant, il me posa cette question. Il n'est pas du tout le seul. *Benedikt* écrit après la lecture du livre: «C'était très passionnant et je voulais absolument continuer à lire.»

Ce qui a tellement touché les adolescents, c'était le livre de *Lisette Bors* «Qui est Henri Dunant?» (*Horizons et débats* l'a présenté dans le n° 44) dont nous venons de terminer la lecture aujourd'hui. Les adolescents étaient extraordinairement intéressés par l'histoire de *Lisa* et de ses grands-parents, de *René* et d'*Amira*, l'enfant réfugié venant d'Irak, par la manière dont ils maîtrisent leur quotidien, par ce qu'ils disent et entreprennent ensemble. Pourtant, il n'y a rien de spectaculaire: Dragan, mon élève, décrit ce qui se passe dans le livre de la façon suivante: «Ils lisent un livre, ils apprennent à connaître le monde à l'aide d'un globe, ils jouent dans le jardin avec la tortue *Hannibal*, Lisa regarde la grand-mère en train de faire un gâteau. Ils discutent sur la manière dont on peut aider quelqu'un, le grand-père répare tout ce qu'il peut.» Je ne peux pas mieux l'exprimer. Dans le livre, les grands-parents discutent avec les enfants des problèmes du monde et de l'humanité, ceci à un niveau adapté aux enfants et de manière très plaisante, cependant pas de façon simpliste ni infantile; les grands-parents prennent leurs petits-enfants et Amira très au sérieux. La lecture a éveillé dans la classe de multiples discussions sur la vie des adolescents, par exemple, qui cuisine à la maison, quand est-ce qu'on mange ensemble, la manière dont on célèbre les fêtes et dont on reçoit les visites, ce qu'ils aident à faire à la maison et beaucoup d'autres choses. La classe a été nouvellement composée. Ainsi, les élèves ont appris à se connaître mutuellement et moi aussi, j'ai appris beaucoup sur eux. *Ilona* écrit comment la vie tout à fait normale dans cette famille la touche:

«La première partie m'a plu parce que, lorsque Lisa s'est levée pour aller voir la grand-mère et le grand-père, là on ressent un bon sentiment.»

Dans l'histoire, les jeunes lecteurs sont tout à fait naturellement entraînés dans l'organisation de la vie, qui intègre le monde et dans laquelle on s'entraide: La grand-mère en tant que *samaritaine*, le grand-père, un enseignant en retraite, qui s'occupe d'un enfant réfugié. Les lecteurs sont introduits tout naturellement au thème de l'humanité, de l'aide aux personnes en détresse – à la vie et l'œuvre d'*Henry Dunant*. Sur cette base, on comprend bien aussi la deuxième partie du livre, dans laquelle l'œuvre de Dunant est placée au centre.

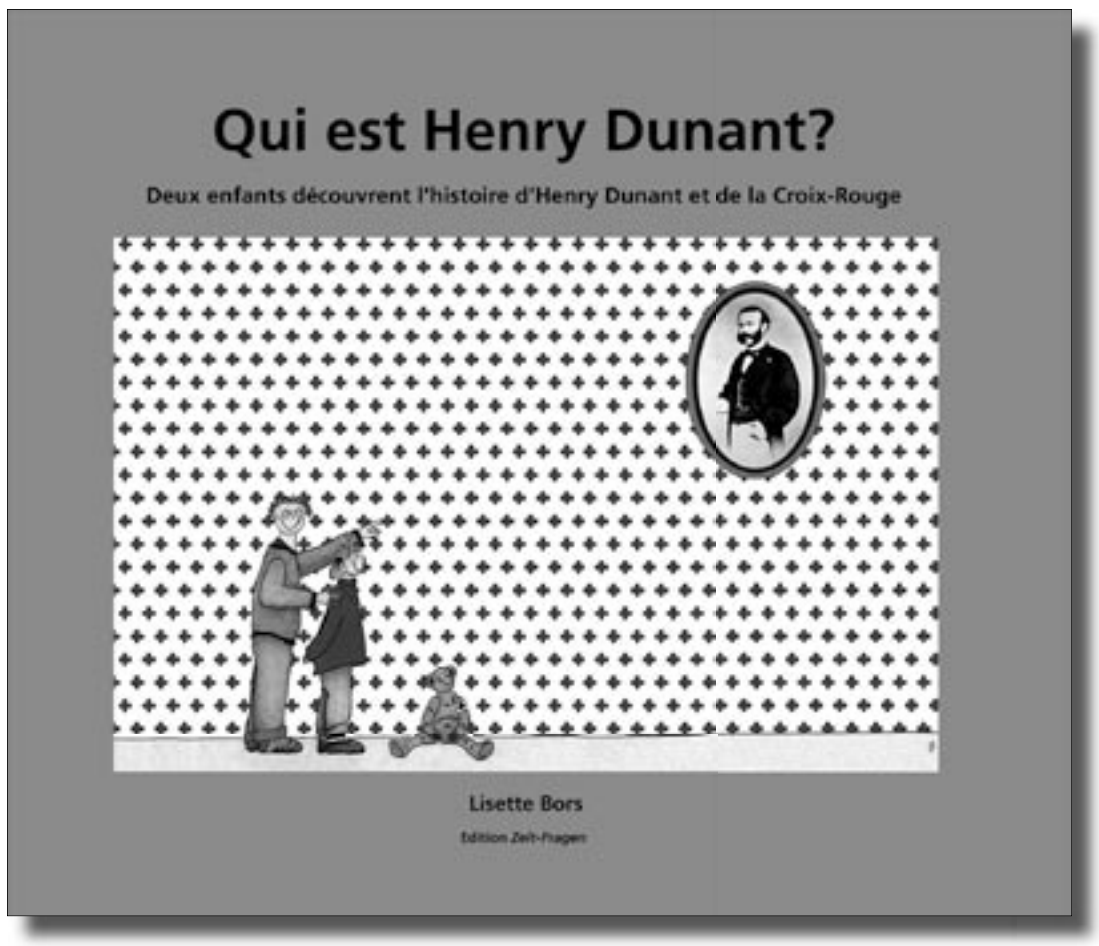
Et cela, bien que cette partie-là soit beaucoup plus exigante, aussi bien au niveau de la langue que du contenu. C'est pourquoi, je n'étais pas tout à fait certaine que mes élèves comprendraient, mais ils m'ont surprise positivement.

Dragan écrit à la fin: «J'ai trouvé la deuxième partie très bien, elle était aussi compréhensible et très passionnante et intéressante.»

Benedikt: «J'ai trouvé le livre en partie compréhensible et en partie très difficile à comprendre. Je l'ai trouvé très passionnant et c'était aussi très intéressant.»

Lire pendant une heure – avec des élèves souffrant de TDAH

Plusieurs raisons m'ont motivée à lire ce livre avec tous mes élèves: On a constaté chez plus de la moitié de mes élèves le «TDA» (trouble déficitaire de l'attention) ou le TDAH (la même chose en ajoutant «hyperactif»). En fait, cela ne signifie rien d'autre à part qu'ils ont des difficultés à être attentifs, qu'ils sont nerveux, agités, qu'ils se concentrent difficilement et qu'ils ont peut-être des problèmes dans leurs relations. Chez les élèves que j'enseigne, s'ajoutent encore des problèmes d'apprentissage plus ou moins graves.



Lisette Bors. Qui est Henry Dunant? Deux enfants découvrent l'histoire d'Henry Dunant et de la Croix-Rouge. ISBN 978-3-909234-09-7

C'est justement en raison de ces situations problématiques que je me suis décidée pour ce livre: Nous avons lu durant une ou deux leçons par semaine, mot pour mot, paragraphe pour paragraphe, page pour page. Nous avons expliqué tous les mots et phrases. Chaque élève, qu'il soit bon ou mauvais lecteur, pouvait lire en toute quiétude et n'avait pas à craindre qu'on se moque de lui pour ses fautes. Ce procédé a conduit à ce que tous les élèves, même les plus agités et nerveux, se sont bien calmés. En particulier les enfants qui ne sont pas habitués à fixer leur attention sur quelque chose pendant un certain moment, à discuter ensemble de quelque chose, qui sont submergés par les spectacles médiatiques, si bien qu'ils ne savent plus où est le haut et le bas, ces enfants-là ont besoin de calme et de l'instruction dispensée par nous, les adultes, pour se consacrer ensemble à un sujet. Une formation continue sur le thème de TDAH m'a motivée à prendre réellement du temps pour lire un livre avec mes élèves, pas en vitesse pendant 10 minutes, pas non plus en les laissant seuls avec des questions, qui de toute façon sont plus ou moins traitées afin d'être vite «liquidées», mais en créant une ambiance paisible et attentionnée, en lisant simplement ainsi qu'en réfléchissant ensemble sur ce qu'on a lu. L'on dit souvent qu'on dit que ces enfants ne peuvent pas se concentrer plus de 10 minutes, qu'ils ont besoin de changement, d'une motivation et de stimulants médiatiques multiples. Nous avons vu que cela n'est pas vrai. Pour captiver l'attention des élèves et éveiller leur motivation, il suffit d'un livre et d'un adulte attentionné qui a du plaisir à parler avec les adolescents, qui les prend au sérieux et qui croit en leurs capacités et qui dans un certain sens soit aussi «exigeant» avec eux.

Un bouquet de fleurs de toutes les couleurs naît de ce travail en commun, de cette diversité des contributions des élèves, parce que chaque prise de position d'un élève anime les autres dans leurs propres réflexions; il se crée une diversité au niveau humain et du contenu comme elle ne pourrait jamais naître par exemple dans un «atelier» ou avec un programme informatique où les élèves travaillent seuls ou en groupes, mais sans instruction de l'enseignant.

Les adolescents veulent des valeurs et des modèles

Avec ce livre, j'ai pris les élèves au sérieux en tant que futurs citoyens du monde. Je ne voulais pas consciemment prendre un livre issu de ce que l'on appelle la «culture de la jeunesse», ayant pour sujet des stars populaires ou des exlus, des sorcières ou des magiciens, et pas davantage non plus un livre traitant de problèmes de drogue ou d'anorexie ou autre sujet semblable. De tels sujets rejettent les adolescents en partie sur ce qui leur est proposé de toute façon par les médias et vendu comme culture de la jeunesse. Je voulais les aborder comme futurs adultes, leur présenter d'autres ébauches de vies, qui dépassent encore leurs horizons, les animent, requièrent beaucoup d'eux et les fassent progresser. Je voulais leur offrir des possibilités d'identification auxquelles ils peuvent s'orienter et se développer. Et bien sûr – mot-clé de l'éducation aux valeurs – leur présenter des valeurs telles que l'humanité, l'humanisme, l'engagement volontaire, auxquels ils peuvent réfléchir pour leur propre vie. Les prises de position suivantes montrent que cela a valu la peine:

Serena: «Je trouve qu'Henry Dunant était un homme bon. Il a aidé les victimes de la guerre et cela, je l'ai trouvé formidable. J'ai trouvé aussi génial, le fait qu'il ait créé la Croix-rouge!»

Ilona: «En tous cas, il pourrait être un modèle pour moi! Il a aidé les blessés de la guerre et au début, il ne savait pas, si lui aussi serait tué. Mais il s'est imposé et a aidé *aussi* les adversaires, pas seulement les amis!» (mis en évidence par l'élève)

Lisa: «Je trouve très bien ce qu'Henry Dunant a fait. Le fait qu'un individu a de la compassion envers les autres êtres humains. C'est formidable de sa part. Il a fait cela de tout cœur et a aidé les individus.»

Dragan: «Henry Dunant pourrait être mon modèle, parce que c'est bien, quand on aide les autres.»

Serena: «Je pourrais recommander le livre à d'autres classes, parce qu'elles sauront aussi après tout ce qu'Henry Dunant a fait pour le monde.»

Benedikt: «Je trouve formidable ce qu'il a fait. C'était un homme fier et très gentil.»

Rolf: «Il a aidé les blessés et ensuite, il a tellement eu pitié qu'il a entrepris quelque chose: Il a fondé la Croix-rouge. C'était une bonne idée.»

Quand je lui ai demandé s'il pouvait s'imaginer de prendre Henry Dunant comme modèle, il a répondu:

«Oui, j'aurais peut-être aussi aidé les blessés et ensuite fondé la Croix-Rouge.»

Le livre lui a tellement plus qu'il pense:

«Je pourrais recommander le livre à ma mère. Elle le lirait sûrement aussi.»

•

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* nº _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

De la grande richesse de la culture chrétienne

Réflexions sur l'exposition «888 crèches de Noël de 70 pays» à Lichtensteig dans le Toggenburg

par Urs Knoblauch

Dans les salles de l'«Erlebniswelt Toggenburg» (espace expérience) à Lichtensteig on peut admirer en ce moment une collection de crèches unique avec un tour d'horizon de 888 représentations magnifiques de crèches de plus de 70 pays du monde. C'est le mérite de la collectionneuse Rosmarie Risch de Lichtensteig dans le Toggenburg d'avoir cédé une grande partie de sa merveilleuse et unique collection de crèches à la «Kulturstiftung Toggenburg», responsable du musée. On a ainsi la certitude que ce trésor culturel reste accessible au public. Pendant des mois, les collaborateurs du musée ont établi à titre bénévole les scènes de l'exposition avec d'originelles petites cabanes en bois bordant une ruelle de Noël avec beaucoup d'ambiance dans laquelle les différentes crèches sont mises en valeur. Dans des vitrines on peut également admirer des crèches du monde entier, collectionnées par Rosmarie et Alex Risch lors de leurs voyages à travers l'Europe, dans les pays de l'Est, en Amérique du Sud et dans d'autres parties du monde. Du Brésil, où vit un fils de la famille, viennent 26 représentations de crèches.

(photo mad)

L'exposition montre le rayonnement dans le monde entier de la culture chrétienne, et l'histoire et les rencontres personnelles liées à chaque crèche. Pour la collectionneuse c'est une part précieuse de son intérêt pour les crèches. La multitude de formes, de matériaux et de scénarios est fascinante, elle s'étend de crèches richement décorées jusqu'aux miniatures de la grandeur d'une coquille de noix.

L'étoile de Bethléem

Lors du vernissage très bien fréquenté, la collectionneuse de crèches *Evelyne Gasser* de Lenzburg, liée d'amitié avec le couple *Risch,* a fait une introduction dans l'art des crèches de manière compétente. «En 1350 a été décrété à Rome que la crèche de Noël comporte les figurines suivantes: la Sainte Famille, le bœuf et l'âne, les bergers, les rois, des anges et la comète. […] L'arrangement des figurines a également une signification profonde: A gauche *Marie* et l'âne, car c'est lui qui l'a portée jusqu'à Bethléem et qui l'accompagnera en Egypte, avec le groupe des bergers. A droite, c'est la place de *Josef* et du bœuf, cet animal calme qui, dans la nuit froide, a réchauffé l'enfant Jésus avec son souffle. C'est de ce côté que viennent aussi les rois avec leur suite, accompagnés du cheval, du dromadaire et de l'éléphant. Les couleurs des vêtements de Marie se composent d'une robe rouge, la couleur de l'amour et de la divinité. Le manteau bleu signifie la fidélité et c'est le symbole de la chrétienté. S'y ajoute un voile blanc qui signifie la pureté. Josef porte un vêtement jaune et un manteau brun ou bleu violet. Il est représenté comme un homme d'un certain âge et il s'appuie avec sa main gauche sur son bâton et regarde au loin. […] Les bergers dans le champ entendent en premier le saint message des anges et se précipitent vers la crèche. Ils apportent des dons: Du lait, du pain, une peau de mouton et des fruits et ils jouent pour l'enfant Jésus des airs sur leurs flûtes, cornemuses ou cornes de bœuf. Bouleversés, ils s'agenouillent devant la crèche, le vieux berger aux cheveux gris, l'homme dans la force de l'âge porte une salière, le jeune porte un agneau sur son épaule et le garçon avec l'étoile en paille, eux tous accourent.»

Une grande tradition et une culture variée

Les crèches de Noël actuelles ont une longue tradition dans l'histoire culturelle. Ensemble avec le conte de Noël ils donnent un aperçu du vécu religieux et quotidien de cette époque à l'Occident et à l'Orient. Les images peuvent être admirées dans des livres et dans les églises comme par exemple les mosaïques magnifiques dans l'église *Sant'Appolinare* à Ravenne ou *Santa Maria Maggiore* à Rome. La plupart des gens ne savaient pas lire, mais les images pouvaient leur conter l'histoire, ainsi ils pouvaient participer à la vie de l'église. Dans leur existence difficile, le monde religieux leur a donné de l'espoir et de l'orientation. Autour de 500 après J. Chr. de nombreuses représentations de crèches ont déjà existé et l'enfant Jésus dans la crèche avec le bœuf et l'âne au centre. Le personnage de Marie s'est seulement ajouté au Moyen-Age, plus tard aussi le saint Joseph. Avec l'âge roman et gothique un scénario de crèche riche s'est développé avec beaucoup de figurines et d'animaux, comme les bergers avec leurs troupeaux, des chameaux et des gens de l'Orient. Les «trois sages» le jeune *Gaspard* venu d'Afrique avec sa peau basanée et son turban, le vieux roi *Melchior* venu d'Europe et *Balthazar* d'âge moyen venu de l'Inde, de l'Orient, apportent leur cadeaux. Ils représentent les trois âges de l'homme et les trois continents.

La Réformation a interrompu ce développement de crèches et leur culture, et c'est seulement avec le concile de Trente (1545-1563) qu'on a fait revivre les scènes bibliques pour Noël et pour Pâques. Naples possède la culture de crèches la plus connue avec des figurines pleines de caractère. A l'âge baroque a été créée, semblable aux constructions des églises, une culture de crèches très riche. C'est à l'âge des Lumières que les forces ecclésiastiques et laïques se sont rapprochées de plus en plus des bases de l'existence humaine. Jusqu'aujourd'hui les crèches ont leur place non seulement dans les familles catholiques, mais généralement dans les maisons et les églises. Dans beaucoup de familles, les crèches sont transmises de génération en génération. De cette manière de merveilleuses crèches de familles, des crèches d'étables, des crèches avec des paysages ou bien des crèches orientales de toutes les grandeurs, formes et matériaux ont été transmises. Des spectacles de la nativité avec des adultes, des enfants et des animaux ont aussi une longue tradition jusqu'aujourd'hui.

Une crèche pour le fourrage dans l'étable, «parce qu'il n'y avait point de place pour eux dans l'hôtellerie»

A part tous ces chefs d'œuvres artistiques de crèches, le lieu du conte de Noël est tout à fait au centre. Dans l'évangile selon Saint Luc, dans la Bible, nous est transmis que la Sainte Famille a trouvé un gîte dans une simple étable et que l'enfant Jésus avait été mis dans la crèche, «parce qu'il n'y avait point de place pour eux dans l'hôtellerie». Ce conte est de grande actualité, proche de la vie, il nous indique les messages de la sollicitude, de la modestie, de la gratitude et de l'amour du prochain.

La représentation du «bon berger» nous renvoie également vers une symbolique profonde de l'éthique chrétienne. Cette orientation nécessaire aux vertus chrétiennes de la sollicitude et de l'amour du prochain devrait de nouveau être encouragée, enseignée à la jeunesse avec des projets développés en commun. Ce sont les attitudes morales et humaines de la prévenance, de la sympathie, de la justice sociale, de la dignité humaine. Ainsi les Dix Commandements sont également d'actualité: «tu ne diras point de faux témoignage contre ton prochain», «tu ne déroberas point» et «tu ne tueras point», mais on retrouve aussi ce message dans toutes les constitutions élaborées par les peuples des Etats nationaux, dans la Charte de l'ONU et surtout dans le premier article de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison, de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.»

A la place du «n'importe quoi» une orientation vers l'étique chrétienne

La culture, ce n'est pas seulement de la consommation et du divertissement, mais elle contient une tradition riche dans le sens de «l'héritage culturel immatériel» *(Unesco)*, du savoir artisanal, technique et artistique et beaucoup de biens culturels hérités. Ainsi le «Message culturel 2012-2015» de la Confédération Suisse (2010) à l'attention du Parlement de la Confédération de 2010 souligne aussi l'importance du maintien et du développement de l'artisanat artistique dans sa diversité dans nos quatre régions culturelles et linguistiques, dans les cantons et dans les communes. Tous les spécialistes, mais aussi des «organisations de profanes y jouent un grand rôle», et il y est souligné que la «transmission des traditions vivantes aux adolescents» doit être encouragée. Le bien culturel populaire, l'art du fer forgé, les travaux textiles, le travail du bois témoignent d'une grande maîtrise. Surtout dans les travaux du bois qui montrent une grande richesse dans les bâtiments, les meubles et les outils, dans la sculpture sur bois et les travaux du charpentier en témoignent. La sculpture sur bois, les travaux textiles et autres formes de l'artisanat populaire représentait une occupation importante pour les paysans pendant les longs hivers. L'exposition des crèches montre la multitude des formes culturelles d'élaboration et de matériaux de beaucoup de pays du monde. La créativité, le sens des formes se développent seulement dans le travail, dans l'amour et dans la maîtrise des matériaux et leur expression. La culture chrétienne occidentale qui a ses racines dans la culture orientale est riche en témoins.

Souvent cependant, l'estime de la propre culture recule devant l'admiration de cultures étrangères dont beaucoup de gens font connaissance lors de voyages culturels.

La crèche de Noël comme bien culturel des familles

C'est surtout dans la période de Noël que se montre la grande richesse de la culture chrétienne occidentale. La crèche de Noël indique avec sa représentation de la naissance du Christ et le conte de Noël les valeurs morales importantes du concept de vie chrétien.

Dans les familles suisses, surtout dans les familles catholiques, la crèche de Noël a sa place fixe et elle est très importante pour les enfants. Avec l'œcuménisme, un développement enrichissant a eu lieu. Des souvenirs personnels d'enfance de la période de Noël dans la propre famille s'éveillent. La crèche construite par le père, avec les figurines précieuses et les animaux de la famille du sculpteur sur bois de Brienz *Huggler-Wyss,* ont été installés solennellement chez nous. L'évènement annuel de la messe de Noël dans la petite église de montagne avec un père capucin impressionnant ayant travaillé longtemps dans les montagnes du Pérou, revient en mémoire.

C'est très réjouissant qu'en Suisse, dans de nombreux cantons, communes et églises, dans les pays des environs et dans le monde entier aient lieu des spectacles de la Nativité avec des enfants et des adolescents. Par exemple au village valaisan de Loye-Grone, où dans une chapelle la naissance du Christ est jouée avec des animaux vivants et les gens du village. Le chemin de la Crèche à Estavayer-le-Lac ou la «Ammeler Krippe» à Amden SG valent la peine d'être vus. A Gamborogno au Tessin, on peut admirer 30 crèches au milieu du village. La plus grande crèche du monde a sa place au «Diorama Bethléem» à Einsiedeln. Là, le conte de Noël a été créé par le sculpteur sur bois du Tyrol du sud *Ferdinand Pöttmesser* avec plus de 450 figurines sculptées à la main et habillées à l'orientale de façon très naturelle et composées par des spécialistes dans un concept global. En 2005 le *Diorama* a été transmis à une fondation. •

Informations: L'exposition «888 Krippen aus über 70 Ländern» dans l'«Erlebniswelt Toggenburg» à Lichtensteig est visible jusqu'à Pâques 2011.

(Mercredi, samedi, dimanche de 10h30 à 16h30, dernière entrée à 15h30) *www.erlebinswelttoggenburg.ch*

A Lenzburg, la collection de crèches d'Evelyne et Martin Gasser est visible jusqu'au 6 février 2011 *burghalde@lenzburg.ch*

Il existe aussi une «Association suisse des amis des crèches», *www.krippen.ch*

Le Diorama à Einsiedeln est ouvert de Vendredi saint à la fin octobre et du premier dimanche de l'Avent jusqu'au 6 janvier de 13h à 16h (tél. 055 412 54 83, *www.diorama.ch*

Cherchez-vous une idée pour un cadeau de Noël?
Pourquoi pas un abonnement-cadeau à Horizons et débats!